

Un jubilé de la dette pour lutter contre la crise sanitaire et économique du Covid-19

1. Ce que nous demandons

Nous, organisations de la société civile, conscientes des graves répercussions des crises sanitaires, sociales et économiques engendrées par la pandémie mondiale de Covid-19, sur des centaines de millions de personnes dans les pays du Sud, demandons instamment:

- L'annulation de tous les paiements de dette extérieure en 2020
- Des financements additionnels d'urgence qui ne créent pas de nouvelles dettes.

L'ensemble des paiements de la dette extérieure souveraine – principal, intérêts et autres frais compris - échus en 2020 devraient être définitivement annulés, sans report ni accumulation de frais d'aucune sorte. L'annulation de la dette est le moyen le plus rapide de libérer des ressources déjà présentes dans les pays, pour faire face dans l'urgence aux crises sanitaires, sociales et économiques résultant de la pandémie mondiale de Covid-19.

2. Mettre en œuvre l'annulation des paiements de la dette

Les États emprunteurs ont le pouvoir de cesser de rembourser leur dette, et ne devraient pas encourir de pénalités s'ils recourent à cette mesure. Tous les prêteurs devraient donc accepter l'annulation immédiate des paiements des dettes venant à échéance en 2020, sans accumulation d'intérêts et de charges et sans pénalités.

En l'absence d'une annulation de dette globale convenue dans un cadre multilatéral, les prêteurs devraient prendre les mesures suivantes:

- Les institutions multilatérales, y compris le FMI et la Banque mondiale, devraient proposer une annulation immédiate de tous les paiements de dettes (principal, intérêts et charges compris) échus en 2020, pour tous les pays dans le besoin, et en toute urgence, pour tous les pays éligibles aux ressources du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (RPC) du FMI et de l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale.
- Le FMI et la Banque mondiale devraient exhorter tout pays qui cesse de rembourser sa dette multilatérale et /ou bilatérale à annuler également les remboursements aux prêteurs extérieurs privés. Tout nouveau financement du FMI et de la Banque mondiale devrait se faire sous forme de subvention et non de prêt et devrait exiger des autres prêteurs qu'ils rééchelonnent leur créance lorsque la viabilité de la dette est incertaine, ou la restructurent lorsque la dette est insoutenable¹, Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra s'assurer que les subventions sont utilisées pour financer les politiques publiques en réponse à la crise du COVID-19, et non à rembourser d'autres prêteurs.
- Les États prêteurs membres du Club de Paris ainsi que les non-membres (tels que la Chine, l'Arabie saoudite ou le Koweït), devraient annuler tous les paiements de dettes (principal, intérêts et autres frais compris) échus en 2020, pour tous les pays dans le besoin, en toute urgence, pour tous les pays éligibles aux ressources du fonds RPC et de l'AID. Idéalement, les États prêteurs devraient se coordonner pour procéder à une annulation globale de la dette. Les États prêteurs ne devraient toutefois pas attendre d'être tous d'accord pour procéder à de telles annulations.

- Le G20 devrait soutenir les mesures prises par tout État pour cesser de rembourser la dette aux prêteurs extérieurs privés.
- Les juridictions clés, en particulier celles du Royaume-Uni et de New York, devraient légiférer pour empêcher tout prêteur de poursuivre un État ayant cessé de payer sa dette en 2020.
- Les annulations de dettes et les financements additionnels devraient être exempts de conditionnalités favorisant les privatisations, la dérégulation et la libéralisation des échanges. La crise a été provoquée par des chocs exogènes, sur lesquels les pays du Sud n'avaient aucun contrôle.
- Les annulations de dettes et les financements additionnels devraient être conçus spécifiquement pour soutenir les dépenses publiques visant à protéger les droits et les besoins des populations, en particulier pour maintenir et augmenter les dépenses de protection sociale et de santé en réponse à la crise de COVID-19 et pour garantir que les allègements bénéficient directement à ceux qui en ont besoin.

3. Résoudre la crise de la dette

De nombreux pays étaient en crise de la dette avant le début de la crise de Covid-19. Beaucoup d'autres sortiront de cette crise avec des dettes insoutenables encore plus élevées. L'annulation immédiate des dettes devrait donc être associée à des mesures globales et de long terme pour le règlement de la crise de la dette. À ce titre, pour une restructuration de la dette plus efficace et plus équitable, nous demandons:

- La création sous l'égide des Nations unies, d'un processus systématique, complet et exécutoire de restructuration de la dette souveraine².
- que le FMI introduise des directives claires pour décider de quand une dette devient insoutenable, et qu'il respecte la règle qu'il s'est donnée de ne prêter aux États dont la dette est jugée insoutenable qu'en cas de défaut ou de restructuration de sa dette³.

Un processus prévoyant la mise en œuvre de ces demandes doit être organisé avant fin 2020.

4. Les impacts de la pandémie de Covid-19

La crise mondiale de Covid-19 a entraîné la baisse du prix des matières premières ; une augmentation des taux d'intérêts pour les États du Sud⁴ et a contribué à la plus importante fuite de capitaux jamais enregistrée dans les pays en développement⁵. Les recettes publiques sont inévitablement condamnées à diminuer tandis que le coût de la dette augmentera, et alors même que les États touchés seront appelés à développer les soins de santé et la protection sociale en réponse à la crise. La dette des pays en développement était déjà l'objet d'une vulnérabilité accrue, et son coût était déjà en augmentation avant l'arrivée de Covid-19⁶. L'ampleur de la crise de santé publique et le besoin de réponses politiques rapides justifient que les ressources vitales des États soient orientées d'urgence vers les besoins des populations, plutôt qu'affectées au remboursement des prêteurs. L'avancée de la pandémie de Covid-19 jusqu'à présent montre que le temps joue un rôle clé. Les États doivent disposer dès aujourd'hui des ressources nécessaires pour prendre des mesures décisives. Plus on attend, plus la pandémie sera difficile à maîtriser et plus les dommages économiques seront élevés, en particulier pour les pays emprunteurs.

Nous estimons que l'annulation des dettes extérieures en 2020 pour 69 pays⁷ classés par le FMI comme pays à faible revenu et pour lesquels des données sont disponibles, permettrait

d'économiser 19,5 milliards de dollars en paiements de dette extérieure aux prêteurs bilatéraux et multilatéraux, et 6 milliards de dollars en paiements de dette extérieure aux prêteurs privés. Si cette annulation était étendue à 2021, elle permettrait d'économiser 18,7 milliards de dollars supplémentaires en paiements multilatéraux et bilatéraux et 6,2 milliards de dollars en paiements externes aux prêteurs privés⁸.

5. Soutiens en faveur d'une annulation de la dette

Les ministres africains des Finances ont appelé à une suspension de tous les paiements d'intérêts en 2020 et de tous les paiements de principal et d'intérêts par les États fragiles⁹.

Le FMI et la Banque mondiale ont appelé à la suspension de tous les paiements de dette des pays les plus pauvres aux autres États¹⁰.

Le Secrétaire général des Nations unies a appelé à une restructuration de la dette, y compris des exonérations sur les paiements des intérêts de la dette en 2020¹¹.

Le Premier ministre du Pakistan, Imran Khan, a demandé l'annulation de la dette de son pays et d'autres pays vulnérables¹².

Le Congrès équatorien a appelé le gouvernement à suspendre le paiement de sa dette¹³.

Début mars, le Liban a fait défaut sur les paiements de sa dette extérieure privée et a annoncé qu'il cesserait de payer toutes les obligations en devises¹⁴.

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali a appelé à l'annulation d'une partie de la dette des pays les plus pauvres, et la transformation du reliquat en emprunts à long terme, avec un faible taux d'intérêt, et dont le remboursement ne démarrerait qu'au terme d'une « période de grâce » de 10 ans. Il a également appelé à limiter le paiement de la dette à 10% des exportations¹⁵.

Signataires (273 réseaux et organisations au total)

1. African Forum and Network on Debt and Development (Afrodad)
2. Asian Peoples' Movement on Debt and Development (APMDD)
3. Latin American Network for Economic and Social Justice (Latindadd)
4. European Network on Debt and Development (Eurodad)
5. Arab NGO Network For Development (ANND)
6. Red Jubileo Sur/Américas
7. Third World Network (TWN)
8. Focus on the Global South
9. Womankind Worldwide
10. Stakeholder Group of Persons with Disabilities
11. Disabled People's International
12. CADTM international
13. Oxfam
14. ActionAid International
15. CCFD-Terre Solidaire
16. CIDSE
17. Christian Aid
18. Brot für die Welt
19. The ONE Campaign
20. Save the Children
21. Avaaz
22. Greenpeace International
23. Fundación Educación y Cooperación – EDUCO
24. Society for International Development
25. Centre for Economic and Social Rights

26. 350.org
27. Medical Mission Sisters
28. Médecins sans frontières
29. Africa Development Interchange Network
30. Global Policy Forum
31. Debt Relief International
32. Youth for Tax Justice Network (YTJN)
33. Fair Finance International
34. Oil Change International
35. Missionary Oblates of Mary Immaculate
36. Sisters of Charity of Nazareth Congregational Leadership
37. Federación Internacional Fe y Alegría
38. Platform to Protect Whistleblowers in Africa (PPLAAF)
39. International Budget Partnership
40. Y Care International
41. Corporate Europe Observatory
42. Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd (Global)
43. Migrant Forum in Asia
44. Aksi! for gender, social and ecological justice
45. Africa Europe Faith & Justice Network (Europe)
46. GCAP - Global Call for Action against Poverty
47. Education International
48. North African Food Sovereignty Network (NAFSN)
49. Tax and Fiscal Justice Asia
50. Validity Foundation - Mental Disability Advocacy Centre
51. VIVAT International
52. RIPESS - Intercontinental network for the promotion of Social Solidarity Economy
53. Tax Justice Network
54. Economistas sin Fronteras
55. Feminist Task Force
56. Third World Network Africa
57. Religious of the Sacred Heart of Mary NGO
58. IBON International
59. Arab Forum for the Rights of Persons with Disabilities
60. Plataforma Mercosur Social y Solidario
61. Pax Christi
62. Social Justice in Global Development
63. Anglican Church of Southern Africa Environmental Network

Organisations nationales

1. MIFRO - MISSÃO sem FRONTEIRAS, Angola
2. CLACSO Argentina
3. Aid/Watch, Australia
4. Australian Federation of Disability Organisations (DPI Australia)
5. Jubilee Australia
6. DKA Austria (Dreikönigsaktion Hilfswerk der Katholischen Jungschar)
7. KOO Austria
8. Südwind Verein für Entwicklungspolitik und globale Gerechtigkeit, Austria
9. Bangladesh Krishok Federation
10. NRDS, Bangladesh

11. 11.11.11, Belgium
12. Broederlijk Delen, Belgium
13. CNCD-11.11.11, Belgium
14. Entraide et fraternité, Belgium
15. Associação Alternativa Terrazul, Brazil
16. Central de Cooperativas Unisol Brasil
17. Federação Nacional do Fisco Estadual e Distrital (FENAFISCO), Brazil
18. FOAESP – Fórum das Ong Aids do estado de São Paulo
19. Gestos (HIV and AIDS, communication, gender), Brazil
20. Grupo de Resistência Asa Branca (GRAB), Brazil
21. Instituto de Justiça Fiscal (IJF), Brazil
22. Outras Palavras Comunicação Compartilhada, Brazil
23. Social Action for Community and Development, Cambodia
24. Women's Network for Unity (WNU), Cambodia
25. Worker's Information Center (WIC), Cambodia
26. Plate Forme d'Information et d'Action sur la Dette (PFIAD), Cameroon
27. AidWatch Canada
28. Canadian Council for International Co-operation
29. Forum des Organisations Nationales Humanitaires et de Développement en RD Congo
30. PC2D (RD.Congo) et Caritas Congo ASBL
31. Commission Justice et Paix de Pointe Noire, Republic of Congo
32. Convention de la Societe Civile Ivoirienne (CSCI)
33. Plate forme d'autonomisation des organisations de jeunesse de Côte d'Ivoire(PAOJCI)
34. Ecumenical Academy, Czech Republic
35. ActionAid Denmark
36. Jubileo 2000 Red Ecuador
37. Finn Church Aid, Finland
38. Action contre la Faim, France
39. Amis de la Terre France
40. Attac France
41. CADTM France
42. CCFD Terre-Solidaire, France
43. Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), France
44. Comité français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
45. Confédération Générale du Travail (CGT), France
46. Coordination SUD, France
47. Equipop, France
48. Global Health Advocates France
49. Group Initiatives, France
50. Pax Christi France
51. Plateforme Française Dette & Développement (PFDD), France
52. Réseau Foi & Justice Afrique Europe antennne France
53. Solidaires Finances Publiques, France
54. act for transformation, Germany
55. Aktion gegen den Hunger, Germany
56. Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR, Germany
57. Bündnis Eine Welt Schleswig-Holstein e.V.
58. DEAB, Germany
59. Eine Welt Forum Freiburg e.V., Germany
60. Erlassjahr.de – Entwicklung braucht Entschuldung (Jubilee Germany)
61. hl redaction, Germany
62. Informationsstelle Peru, Germany

63. Netzwerk Africa Deutschland
64. Transform! Europe, EU
65. Abibiman Foundation, Ghana
66. Abibinsroma Foundation
67. Alliance for Empowering Rural Communities, Ghana
68. Debtfree, Greece
69. UndebtedWorld, Greece
70. Plateforme d'Information et d'Action sur la Dette et le Développement- Guinée (PIADD)
71. Plateforme nationale des Citoyens Unis pour le Développement (PCUD)
72. Fe Y Alegria Honduras
73. CROMO Foundation, Hungary
74. DemNet Hungary
75. Friends of the Earth Hungary
76. Association For Promotion Sustainable Development, India
77. Environics Trust, India
78. Indian Social Action Forum
79. Madhyam, India
80. Mines, Minerals & PEOPLE, India
81. Indonesia Water Community of Practice
82. Solidaritas Perempuan (Women' Solidarity for Human Rights), Indonesia
83. Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI)
84. 80:20 Educating and Acting for a Better World, Ireland
85. ActionAid Ireland
86. Centre for Global Education, Ireland
87. Christian Aid Ireland
88. Columban Missionaries Ireland
89. Comhlámh (Ireland)
90. Financial Justice Ireland
91. Friends of the Earth Ireland
92. Jesuit Centre for Faith and Justice, Ireland
93. Sisters of Our Lady of Apostles (Irish Province)
94. SMA Justice Office, Society of African Missions, Ireland
95. Trócaire, Ireland
96. Association of Italian NGOs
97. Associazione Comunita' Papa Giovanni XXIII (APG23), Italy
98. CIPSI, Italy
99. Emergenza Sorrisi, Italy
100. FOCSIV Italian Federation Christian Volunteering Service
101. GCAP Italy
102. Institute of Public Finance Kenya
103. Lebanese Union of Persons with Physical Disabilities (LUPD)
104. Sustainable Development Institute, Liberia
105. Catholic Commission for Justice and Peace of the Archdiocese of Lilongwe (CCJP Lilongwe- Malawi)
106. Centre for Social Concern, Malawi
107. Centre for Social Accountability & Transparency, Malawi
108. Economics Association of Malawi
109. Development Communications Trust, Malawi
110. Integrity Platform, Malawi
111. Malawi Economic Justice Network
112. Youth and Society, Malawi
113. Maldives Association of Persons with Disabilities

114. Halley Movement Coalition, Mauritius
115. Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, Mexico
116. Observatorio Mexicano de la Crisis
117. Youth Government of Morocco
118. associacao Luarte - arte, cidadania e transformacao, Mozambique
119. JOINT Liga de ONGs em Mocambique
120. Mozambique Budget Monitoring Forum
121. Mozambican Debt Group
122. ALTSEAN-Burma, Myanmar
123. National Campaign for Sustainable Development Nepal
124. Both ENDS, Netherlands
125. Cordaid, Netherlands
126. GCAP Nicaragua
127. BudgIT Foundation, Nigeria
128. Attac Norway
129. Debt Justice Norway
130. Norwegian Church Aid (NCA)
131. Norwegian People's Aid
132. Spire, Norway
133. The Norwegian Council for Africa
134. AwazCDS-Pakistan
135. Community Initiatives for Development in Pakistan-CIDP
136. Freedom from Debt Campaign of Pakistan
137. Institute for Social & Economic Justice, Pakistan
138. Pakistan Development Alliance
139. Pakistan Fisher Folk Forum
140. Pakistan Kissan Rabita Committee
141. Freedom from Debt Coalition, Philippines
142. Sanlakas Philippines
143. ACEP - Associação para a Cooperação Entre os Povos, Portugal
144. CIDAC - Centro de Intervenção para o Desenvolvimento Amílcar Cabral, Portugal
145. FEC - Fundação Fé e Cooperação, Portugal
146. Fundação Gonçalo da Silveira, Portugal
147. Instituto Marquês de Valle Flôr (IMVF)
148. MONTE, Portugal
149. Oikos – Cooperação e Desenvolvimento, Portugal
150. Par-Respostas Sociais, Portugal
151. Plataforma Portuguesa das ONGD, Portugal
152. Veterinarios sem Fronteiras Portugal
153. ZERO - Association for the Sustainability of the Earth System, Portugal
154. Federação das ONG em São Tomé e Príncipe
155. Budget Advocacy Network, Sierra Leone
156. Enabanda, Slovenia
157. ISCOMET Institute for Ethnic and Regional Studies, Slovenia
158. Alianza por la Solidaridad-Action Aid España
159. Amycos.org, Spain
160. Ecologistas en Acción, Spain
161. Fundación Entreculturas, Spain
162. Greenpeace Spain
163. Ingeniería sin Fronteras, Spain
164. Lafede.cat – Organitzacions per a la Justícia Global – Catalunya
165. Observatorio de la Deuda en la Globalización, Spain

166. Observatorio de Multinacionales en América Latina (OMAL)-Paz con Dignidad, Spain
167. Plataforma Auditoría Ciudadana de la Deuda, Spain
168. Centre for Environmental Justice, Sri Lanka
169. Act Church of Sweden
170. Diakonia, Sweden
171. Alliance Sud, Switzerland
172. Fastenopfer, Switzerland
173. KEESA/ Swiss ADR Campaign, Switzerland
174. Climate Watch Thailand
175. Observatoire Tunisien de l'Economie, Tunisia
176. SEATINI, Uganda
177. Action for Argentina, UK
178. Action for Southern Africa, UK
179. Bond, UK
180. Bretton Woods Project, UK
181. Cafod (Catholic Agency for Overseas Development), UK
182. Christians on the Left, UK
183. Gender and Development Network, UK
184. Global Justice Now, UK
185. Health Poverty Action, UK
186. Jubilee Debt Campaign, UK
187. Jubilee Scotland
188. Stamp Out Poverty, UK
189. STOPAIDS, UK
190. Tearfund, UK
191. The Equality Trust, UK
192. War on Want, UK
193. Trademark Belfast
194. Jubilee USA Network
195. Uganda Debt Network
196. Maryknoll Office for Global Concerns, US
197. Sisters of Charity Federation, US/Canada
198. Missionary Society of St Columban, US
199. United States International Council on Disabilities
200. ActionAid Zambia
201. Campaign for Active Voter Engagement in Zambia
202. Caritas Zambia
203. Centre for Trade Policy and Development, Zambia
204. Civil Society for Poverty for Poverty Reduction, Zambia
205. CUTS International, Zambia
206. Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR), Zambia
207. Planned Governance Network, Zambia
208. Transparency International Zambia
209. Zambia Civic Education Association
210. Zimbabwe Coalition on Debt and Development

Les références

¹ Selon les règles du FMI, si la dette d'un Etat est jugée insoutenable, une restructuration complète ou un défaut sur la dette doivent être décidés au cours d'un programme de prêt. Une restructuration est une modification des termes de la dette qui réduit le montant du remboursement que le prêteur va percevoir. Si la viabilité de la dette est jugée incertaine, un rééchelonnement doit être décidé. Celui-ci reporte la date des paiements de dette à plus tard, afin que les prêteurs se soient pas de fait remboursés par les prêts du FMI.

² Voir « Nous pouvons y arriver: Les principes de la société civile pour résoudre la question de la dette souveraine »

https://dette-developpement.org/IMG/pdf/debt_resolution_report_french_oct08.pdf

³ Pour en savoir plus sur cette règle, voir : https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2019/10/IMF-policy-on-debt-restructurings_English_10.19-1.pdf

⁴ <https://jubileedebt.org.uk/uncategorized/coronavirus-worsens-debt-crisis-in-poor-countries>

⁵ <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/23/g20-finance-ministers-talks-hampered-by-us-china-posturing-coronavirus>

⁶ <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2019/12/19/debt-surge-in-emerging-and-developing-economies-is-largest-fastest-in-50-years>

⁷ Ce ne sont pas les seuls pays qui ont besoin d'une annulation de leur dette. Comme le définit le FMI, les la catégorie des économies à faible revenu comprend 59 pays éligibles aux financements concessionnels des institutions financières internationales, 13 petits Etats à revenu intermédiaire et quatre pays qui ont accédé à l'éligibilité depuis 2010.

⁸ Eurodad, « A debt moratorium for Low Income Economies », Eurodad cost assessment a debt moratorium to tackle the COVID-19 crisis.

<https://eurodad.org/files/pdf/1547157-a-debt-moratorium-for-low-income-economies-.pdf>

⁹ <https://www.uneca.org/stories/african-finance-ministers-call-coordinated-covid-19-response-mitigate-adverse-impact>

¹⁰ <https://www.ft.com/content/6eca167c-6ec0-11ea-9bca-bf503995cd6f>

¹¹ <https://www.un.org/sg/en/content/sg/note-correspondents/2020-03-24/note-correspondents-letter-the-secretary-general-g-20-members>

¹² <https://www.brecorder.com/2020/03/17/580790/pm-wants-world-to-consider-writing-off-pakistans-debt-to-help-cope-with-coronavirus/>

¹³ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-23/ecuador-bonds-sink-as-congress-suggests-suspending-debt-payments>

¹⁴ <https://www.nytimes.com/aponline/2020/03/23/world/middleeast/ap-ml-lebanon.html>

¹⁵ <https://twitter.com/AbiyAhmedAli/status/1242378606543855616/photo/2>